



## CHAPITRE 98

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Saint-Lambert a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 25-26 George V, chapitre 125, 3 George V, chapitre 62, et ses amendements, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 123,  
am. pour  
la cité.

**1.** L'article 123 de la Loi des cités et ville (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) modifié par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 52 et par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 60 est de nouveau modifié, pour la cité, en y ajoutant après le paragraphe 8° le suivant:

Commissaires d'écoles, etc.

"8°a Les commissaires, syndics ou secrétaires-trésoriers de toute commission scolaire de la cité de Saint-Lambert et de la commission centrale des écoles protestantes du comté de Chambly;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 210,  
remp.  
pour la cité.

**2.** L'article 210 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Heures du scrutin.

"**210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à huit heures du matin

## CHAPTER 98

An Act to amend the charter of the city of St. Lambert

[Assented to, the 29th of March, 1950]

**W**HEREAS the City of St. Lambert has, by its petition, represented:

That it is in the interest of the said city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 3 George V, chapter 62, and its amendments, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 123 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) amended by section 3 of the act 9 George VI, chapter 52 and by section 1 of the act 13 George VI, chapter 60 is again amended, for the city, by adding after subsection 8, the following:

"8a. Commissioners, trustees or secretary-treasurers of any School Board of the city of St. Lambert and of Chambly County Protestant Central School Board;"

**2.** Section 210 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

"**210.** The poll shall be opened at the hour of eight of the clock in the

et rester ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau; mais depuis huit heures jusqu'à dix heures, les ouvriers, artisans et employés des manufactures ont la préséance pour déposer leur vote."

S.R.,  
c. 233,  
a. 433,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**3.** L'article 433 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Aqueducs,  
etc.

**"433.** Le conseil peut faire des règlements pour pourvoir à l'établissement ou à l'acquisition, à l'entretien, à l'administration et à la réglementation d'aqueducs, de puits publics, citernes ou réservoirs pour fournir de l'eau à la municipalité, pour installer des bornes-fontaines, des fontaines et des abreuvoirs publics et des appareils pour la filtration et la purification de l'eau."

S.R.,  
c. 233,  
a. 439,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**4.** L'article 439 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Taxe  
spéciale.

**"439.** Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoir et les intérêts desdites sommes, et de créer un fonds d'amortissement, ou de pourvoir au paiement d'obligations en séries, imposer, par règlement, en tout ou en partie, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles bâtis ou non, ou sur les terrains seulement, ou sur ceux pour le bénéfice desquels ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle proportionnée à l'étendue du front de ces immeubles ou sur l'évaluation.

Fonds  
d'amor-  
tissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 586."

S.R.,  
c. 233,  
a. 440,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**5.** L'article 440 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre

forenoon and kept open untill eight of the clock in the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station; but, from eight o'clock until ten o'clock, workmen, artisans and employees in factories shall have precedence in voting."

**3.** Section 433 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:  
R.S.,  
c. 233,  
s. 433, re-  
placed for  
city.

**"433.** The council may make by-laws to provide for the establishment or acquiring, maintenance, management, and regulation of water-works, public wells, cisterns or reservoirs, to supply water to the municipality, and to install hydrants, fountains, public drinking places and apparatus for filtering and purifying water."

**4.** Section 439 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:  
R.S.,  
c. 233,  
s. 439, re-  
placed for  
city.

**"439.** Subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, the council may, by by-law, in order to meet the sums expended in the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, and to establish a sinking-fund, or to provide for the payment of serial bonds, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immovables, built upon or not, or on the land only, or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax, proportionate to the frontage of such immovables or on the valuation.

The sinking-fund created by virtue of this section shall be invested and managed in the same manner as that mentioned in section 586."

**5.** Section 440 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233)  
R.S.,  
c. 233,  
s. 440, re-  
placed for  
city.

233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Responsabilité pour taxes.

**"440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée, même dans le cas où les propriétaires ou occupants de ces biens-fonds ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc; pourvu que la cité ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs."

S.R., c. 233, a. 458, remp. pour la cité.

**6.** L'article 458 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Taxe spéciale.

**"458.** Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour l'établissement d'un système d'éclairage des rues, ou son amélioration, et de créer un fonds d'amortissement, ou de pourvoir au paiement d'obligations en séries, imposer, par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles bâtis ou non, ou sur les terrains seulement, une taxe spéciale annuelle proportionnée à l'étendue du front de ces immeubles ou sur l'évaluation.

Fonds d'amortissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 586."

S.R., aa. 484a-484e, aj. pour la cité.

**7.** La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 484, les suivants:

Fonds de roulement.

**"484a.** Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, et dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses imprévues de la municipalité durant l'exercice, en attendant la rentrée des fonds provenant des taxes, licences ou autres sources de revenu, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats qui ne sont pas d'usage courant, la somme en jeu ne justi-

is replaced, for the city, by the following:

**"440.** Such special tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupant of such land not availing themselves of the water from the water-works; provided that the city has notified such owners or occupants, that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective lands."

**6.** Section 458 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

**"458.** Subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, the council may, by by-law, in order to meet the interest on the sums expended for the construction of a system of street lighting, or its improvements, and to establish a sinking-fund, or to provide for the payment of serial bonds, impose on all the owners or occupants of immoveables, built upon or not, or on the land only, an annual special tax proportionate to the frontage of such immoveables or on the valuation.

The sinking-fund created by virtue of this section shall be invested and managed in the same manner as that mentioned in section 586."

**7.** The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city, by adding after section 484, the following:

**"484a.** Subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, and in order to place at the disposal of the council the necessary moneys, whether to meet the unforeseen expenses of the municipality during the fiscal year, while waiting for the receipt of funds from the proceeds of taxes, licenses or other revenues, or to defray the cost of certain public utility works, which are not of mere maintenance, or of certain purchases not of current use, involving sums of money which would not justify

fiant pas un emprunt à long terme, le conseil peut établir par règlement un fonds connu sous le titre de "fonds de roulement".

a long term loan, the council may, by by-law, establish a fund known under the name of working capital-fund.

Capital de  
ce fonds.

"484b. Le capital de ce fonds est limité à cinquante mille dollars et il est constitué au début par le produit d'un emprunt de ce montant que la cité est autorisée à faire, en se conformant aux formalités exigées par la loi relative aux règlements d'emprunt, sans être tenue toutefois d'obtenir l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables. Le remboursement de cet emprunt initial s'effectuera durant une période n'excédant pas quinze années.

"484b. The capital of this fund shall be limited to fifty thousand dollars and shall be constituted at the start by the proceeds of a loan of this amount which the city is authorized to make in accordance with the formalities required by law relating to loan by-laws, without, however, being bound to obtain the approval of the municipal electors, who are owners of taxable immovables. The repayment of this initial loan shall be effected during a period not exceeding fifteen years.

Capital of  
fund.

Emprunt.

"484c. Le conseil peut, par résolution dûment approuvée par la Commission municipale de Québec, emprunter de ce fonds de roulement les deniers dont il peut avoir besoin, exclusivement pour les fins mentionnées à l'article 484a. Le remboursement des emprunts à même ce fonds s'effectuera dans un délai de cinq années au plus, le mode de remboursement étant indiqué dans la résolution autorisant l'emprunt. Si les revenus généraux de la cité ne suffisent pas audit remboursement, une taxe spéciale sera imposée à cet effet, conformément aux dispositions de la loi.

"484c. The council may, by resolution duly approved by the Quebec Municipal Commission, borrow from this working capital fund the moneys it may need, exclusively for the purposes mentioned in section 484a. The repayment of the loans out of this fund shall be effected within a period of not more than five years. The resolution authorizing same shall moreover indicate the mode of repayment. If the general revenues of the city should prove insufficient to effect it, a special tax shall then be imposed to that end, in accordance with the provisions of the law.

Loan.

Trans-  
fert.

"484d. Pour le maintenir au chiffre fixé, le conseil peut transférer audit fonds de roulement les arrérages de taxes, réclamations et autres revenus de la municipalité, à l'expiration de chaque année, et lors de leur perception, le secrétaire est tenu de les inscrire au compte du fonds de roulement. Les deniers ainsi reçus peuvent être convertis en obligations du Canada ou de la province de Québec. Et ces obligations constituent l'actif du fonds de roulement que le conseil peut donner en garantie de tout emprunt subséquent effectué pour les fins de l'article 484a.

"484d. To maintain the amount thereof, the council may transfer to the said working capital-fund the arrears of taxes, claims or other revenues of the municipality, at the expiration of each year, and at the time of their collection, the secretary-treasurer shall be bound to enter them in the account of the working capital-fund. The moneys thus received may be converted into bonds of Canada or of the Province of Quebec. And such bonds shall constitute assets of the working capital-fund which the council may transfer as security for any loan subsequently made to meet the purposes of section 484a.

Transfer.

Intérêts.

"484e. Les intérêts de ce fonds de roulement constituent des recettes ordinaires."

"484e. The interest of this working capital-fund shall constitute ordinary revenue."

Interest.



S.R.,  
c. 233,  
a. 517,  
am. pour  
la cité.

**8.** Le quatrième alinéa de l'article 517 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) édicté par l'article 3 de la loi 6 George VI, chapitre 57, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

**Escompte.** "Le conseil peut également, par résolution, accorder un escompte n'excédant pas cinq pour cent, à tout contribuable qui acquitte ses taxes avant échéance. La date d'échéance sera le dernier jour de février nonobstant les dispositions des articles 540 et 541 de la Loi des cités et villes."

Propriété  
absolue.

**9.** L'adjudication en faveur de la cité de Saint-Lambert, à la vente pour défaut de paiement des taxes faite le dix-neuvième jour de décembre 1933 et inscrite au bureau de la division d'enregistrement du comté de Chambly le vingt-huitième jour de juillet 1936 sous le numéro 77,078 de tous les lots de subdivision énumérés dans ladite vente et faisant partie des lots primitifs numéros 161, 162, 254, 255, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 273, 308 et 359 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, a transféré à la cité de Saint-Lambert et à ses successeurs en titre la propriété absolue et non échangeable desdits lots de telle sorte que la cité de Saint-Lambert et ses successeurs en titre possèdent maintenant lesdits lots libres et francs de tous droits résultant soit de substitution non ouverte, de baux emphytéotiques, d'usufruits, d'hypothèques, de privilèges ou de tous autres droits ayant pu affecter lesdits lots préalablement à la vente ci-dessus mentionnée, à l'exception seulement du recours pour taxes spéciales imposées sur lesdits lots et non encore échues.

1912 (2),  
c. 62,  
a. 37, am.

**10.** L'article 37 de la charte de la cité de Saint-Lambert, 3 George V, chapitre 62, est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant et en y ajoutant le paragraphe 1a:

Vente des  
liqueurs,  
etc.

"1. Pour prohiber, restreindre ou régler la vente et la fabrication des liqueurs de malt, spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes, dans les limites de la ville. Dans ce cas, la décision du conseil municipal sera sans effet tant qu'elle n'aura pas été ratifiée par un vote des électeurs

**8.** The fourth paragraph of section 517 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) enacted by section 3 of the act 6 George VI, chapter 57, is replaced, for the city, by the following:

"The council may also, by resolution, grant a discount, not exceeding five per cent, to every ratepayer who pays his taxes before they are due. The date of maturity shall be the last day of February notwithstanding the provisions of sections 540 and 541 of the Cities and Towns Act."

**9.** The adjudication in favour of the city of St. Lambert at the sale for non payment of taxes, made on the nineteenth day of December, 1933, and registered in the registry office of the registration division of the county of Chambly on the twenty-eighth day of July, 1936, under No. 77,078 of all the subdivision lots enumerated in the said sale and forming part of the original lots Nos. 161, 162, 254, 255, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 273, 308 and 359 on the official plan and book of reference for the parish of Longueuil, has conveyed unto the city of St. Lambert and its successors in title the absolute and uncommutable ownership of the said lots in such a manner that the city of St. Lambert and its successors in title now possess the said lots free and clear of all rights resulting either from unopen substitution, emphyteotic leases, usufructs, hypothecs, privileges or any other rights which might have affected said lots previously to the hereinabove mentioned sale, with the sole exception of the claim for special taxes imposed on the said lots and not yet due.

**10.** Section 37 of the charter of the city of St. Lambert, 3 George V, chapter 62, is amended by replacing paragraph 1 by the following, and by adding paragraph 1a:

"1. To prohibit, restrain, or regulate the sale and manufacture of any malt, spirituous, vinous, alcoholic or intoxicating liquors, within the limits of the city. In this matter the decision of the council shall be without effect until confirmed by a vote of the municipal electors

Sale of  
liquors,  
etc.

municipaux, pris au scrutin en la manière ci-dessus arrêtée relativement aux élections municipales et à l'époque fixée par le conseil.

Dépôt,  
etc., des  
caisses,  
etc.

"1<sup>a</sup> Pour réglementer ou prohiber le dépôt, emmagasinage ou entreposage des récipients, caisses, boîtes ou cartons pour les boissons fortes ou la bière, qu'ils soient pleins ou vides, à moins qu'ils ne soient placés à l'intérieur d'un bâtiment où ils ne seront pas visibles de l'extérieur."

1935,  
c. 125,  
a. 34,  
remp.

**11.** L'article 34 de la charte de la cité de Saint-Lambert (25-26 George V, chapitre 125) est remplacé par le suivant:

Réten-  
tion par  
la cité de  
certains  
immeu-  
bles.

"**34.** En dépit de toutes lois à ce contraire, les immeubles acquis par la cité, en raison de leur vente pour non-paiement des taxes, où dans le cas d'emprunts effectués par la cité en vertu de la Loi des habitations salubres (Statuts refondus, 1925, chapitre 128), peuvent être retenus par la cité durant un terme excédant un an, et peuvent être vendus lorsque le conseil le croit avantageux, par vente privée ou par enchère, à des conditions qu'il peut déterminer par une résolution dûment adoptée, et avec l'approbation du ministre des affaires municipales ou de la Commission municipale de Québec.

Effet ré-  
troactif.

La disposition ci-dessus a effet depuis la sanction de ladite loi 25-26 George V, chapitre 125."

Entrée en  
vigueur.

**12.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

taken by ballot in the manner provided for municipal elections and at the time determined by council.

"1a. To regulate or prohibit the placing, storage or warehousing of spirits or beer containers, cases, boxes or cartons, whether full or empty, unless they are placed within a building as not to be visible from the outside."

Placing,  
etc., of  
cases, etc.

**11.** Section 34 of the charter of the city of St. Lambert (25-26 George V, chapter 125), is replaced by the following:

1935,  
c. 125,  
s. 34, re-  
placed.

"**34.** Notwithstanding all laws to the contrary, the immoveables acquired by the city in sales for non payment of taxes, or in the cases of loans made by the city under the Workmen's Dwelling Act (Revised Statutes, 1925, chapter 128) may be held by the city for a period exceeding one year, and may be sold when the council deems it advantageous, by private sale or auction, on such conditions as it may determine by a resolution duly passed, and with the approval of the Minister of Municipal Affairs or of the Quebec Municipal Commission.

Holding  
by city of  
certain  
immove-  
ables.

The above provision shall have effect as from the sanction of the said act 25-26 George V, chapter 125."

Retroact-  
ive effect.

**12.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.